



*Association Nationale
des Assistants de Service Social*

15, rue de Bruxelles 75009 Paris

01 45 26 33 79

site Internet : <http://www.anas.fr>

mail : anas@travail-social.com

Communiqué

16 mai 2011

Après les personnes en difficultés,
les travailleurs sociaux visés à leur tour
Face à ces attaques, la seule émotion ne suffit pas,
Face à ce défi, nous appelons à la valorisation des personnes et de
notre travail

L'ANAS a été interpellée par de nombreux professionnels suite aux propos tenus par deux participants à l'émission **Ce soir ou jamais**, sur France 3, du 11 mai 2011.

De nombreux acteurs, ont démontré l'irresponsabilité manifeste de la polémique ouverte par Laurent WAUQUIEZ, contre ce qu'il nomme « l'assistantat ». Ce type de débat idéologique, populiste et sans fondement permet désormais l'expression de critiques les plus vives contre les professionnels du travail social qui accompagnent les personnes exclues du monde du travail. Ceux qui les portent ne connaissent manifestement rien de la situation des travailleurs sociaux, des missions et de l'engagement que demande l'accompagnement du public le plus fragile.

Le visionnage de l'émission (voir le site internet de la chaîne publique) permet de mesurer les affirmations énoncées :

Pour l'économiste Michel GODET, en matière d'insertion, les travailleurs sociaux sont « des gens qui au nom de faire le bien entretiennent finalement ce qui les fait vivre. » Cette accusation grave est illustrée par Monsieur GODET par l'affirmation suivante : « J'ai regardé l'histoire des SDF, les travaux de Julien Darmon, 40 % d'entre eux sont issus de la DDAS, c'est un problème d'histoire familiale, pas de société... » (45^{ème} minute du débat). Un enchaînement qui ne démontre en rien l'affirmation... Il revient à la charge plus loin : « Vous savez combien coûte chaque SDF à la collectivité ? 70 à 90 euros par jour. C'est pas qu'on met pas beaucoup d'argent là-dedans mais vous savez où va cet argent ? Il va à entretenir les 10 000 travailleurs sociaux qui s'en occupent pour réparer les brancardiers et les brancards (...) je préfère qu'ils soient payés à les accompagner individuellement plutôt qu'ils changent les tentes sur les places de Paris. » (1h01mn15sec)

Michel GODET s'est heurté aux prises de paroles du sociologue Robert CASTEL et de Julien BAYOU, fondateur de « Génération précaire », qui défendaient le travail et l'investissement des travailleurs sociaux. Alain Gérard SLAMA, journaliste, intervient alors (1h05mn) : « A la limite, un travailleur social idéal, et je le pense, c'est sur la base du volontariat qu'il accomplira le mieux sa mission (...) quand on voit aussi comment travaillent les associations, avec énormément de dévouement, là on rencontre ce que vous nous dites, moi j'ai l'impression qu'il y a beaucoup de travailleurs sociaux qui fonctionnent selon les lois du marché, le minimum d'heures possibles et qui rentrent chez eux en n'ayant pas rempli la mission qu'on attend d'eux. » Des propos qui choquent même Michel GODET...

Ces propos sont parfaitement abjects et tout à fait révélateurs.

Abjects car ils imputent la responsabilité de la précarité non pas à ceux qui la génère et la favorise, mais à ceux qui la combatte et soutiennent les victimes. Oui, même rémunérés, les travailleurs sociaux sont engagés dans ce combat quotidien !

Pire encore : ses propos accusent les travailleurs sociaux d'avoir un intérêt à ce que la situation de précarité perdure ! Nous pouvons rassurer Michel GODET : Comme il n'y a pas assez de professionnels pour accompagner de façon adaptée l'ensemble des personnes en difficulté nous pouvons affirmer sans crainte que c'est bien le système économique et politique qui produit et produira pour longtemps encore des « exclus ». Nous travaillons pour que les personnes que nous rencontrons aillent mieux après notre intervention qu'avant et quand nous réussissons nous nous en félicitons. Quant à la captation des sommes mises dans le social pour « l'entretien » des travailleurs sociaux qui ne font que du curatif, voilà qui montre une méconnaissance de ce qu'est le travail social, ce qu'est la prévention secondaire par exemple ou encore l'accompagnement à l'autonomie. En clair, nos fonctions ne se limitent pas à changer quelques tentes pour les personnes sans-domiciles...

Mais pourquoi ne pas travailler gratuitement ? C'est apparemment pour Monsieur SLAMA la garantie d'un véritable travail social engagé. Car lui, qui ne semble pas vraiment fréquenter le travail social, nous réduit à une vision péjorative : travaillant le moins possible et ne remplissant par leur mission.

Ces propos sont révélateurs : le bénéficiaire de la solidarité comme le travailleur social qui l'accompagne seraient responsables de l'exclusion par leur comportement, coûteux et inefficaces, fainéants et profiteurs d'un système. Pour l'usager, la solution serait moins d'allocation et un travail gratuit de 5 heures (voir L. WAUQUIEZ) ; pour les travailleurs sociaux aussi, le travail gratuit...

Et l'on voit alors se dessiner la société idéale, selon Monsieur Slama et ses amis, qui pourrait produire des exclus à moindre coût, les feraient travailler gratuitement pour l'intérêt général et ne rémunérerait pas ceux qui les aident ? Il n'est sans doute pas besoin de préciser ici le travail effectué par les travailleurs sociaux. A dire vrai ce qui est très inquiétant c'est que cette idée même puisse être émise sans honte, sans scrupule. Serions-nous la prochaine cible, aux côtés de ceux pour qui nous nous battons ?

Nous sommes face à un défi : l'attaque contre les personnes se complète logiquement de celle contre les travailleurs sociaux. Ces idées sont probablement populaires : plusieurs enquêtes en 2010 et 2011 le prouvent. Nous avons à montrer combien ces idées sont fausses et relèvent d'une vision idéologique et/ou électorale.

L'ANAS appelle les travailleurs sociaux à dénoncer les idées fausses sur lesquelles prennent appui les discours de rejet d'une partie de la société par l'autre. Pour notre part, nous décidons de préparer une analyse plus étayée montrant que le travail social, ce n'est pas l'assistanat. Nous communiquerons à nouveau dès que ce document sera disponible.

Françoise LEGLISE

Présidente